

Le grand péri urbain, nouvelles terres de progression du vote Le Pen

Loïc RAVENEL
GEOSYSCOM, UMR 6063 IDEES
Université de Caen
Pascal BULEON, CNRS, UMR ESO 6590
Université de Caen
Jérôme FOURQUET, UMR CNRS ESO 6590
Directeur d'études à l'Ifop

Si le vote Le Pen a atteint lors des élections présidentielles de 2002 un niveau sans précédent, sa géographie s'est aussi substantiellement modifiée. On a ainsi assisté à un véritable retournement géographique. Ce vote a en effet particulièrement prospéré dans le péri-urbain et les zones rurales. La même mesure effectuée aux régionales de 2004 confirme l'hypothèse : la distance aux grandes villes est désormais une clé d'organisation du vote et particulièrement du vote Le Pen. L'urbanisation et son étalement ainsi que les profondes restructurations économiques et sociales ont véritablement recomposé un paysage social et politique. Les circonstances conjoncturelles ont peut-être forcé le trait mais ce nouveau clivage politique fondé sur la distance aux agglomérations s'affirme comme un critère durable de distinction politique.

Toutefois cette distance n'est pas une simple métrique, c'est une distance aux centralités et à l'urbanité, c'est une ligne organisatrice des fragilités sociales, de l'exposition aux duretés économiques et de la prise de distance d'une fraction importante de la population avec les partis traditionnels.

I- Vote et distance aux villes : une nouvelle méthode pour mesurer de nouveaux clivages

Pour mettre pleinement en lumière ce phénomène nouveau, nous avons eu recours à une démarche particulière. Cette analyse est fondée sur une méthodologie qui intègre les données électorales à des Systèmes d'Information Géographiques¹. Pour cela, nous avons construit un nouveau zonage original en fonction de la distance au centre des 42 aires urbaines de plus de 200 000 habitants. Les résultats électoraux sont alors recomposés selon des auréoles d'équidistance aux grandes villes et proposés sous la forme de graphiques décrivant la variation du vote en fonction de la distance à ces métropoles nationales. Nous avons ainsi pu tester nos hypothèses sur les scrutins des régionales de mars 2004 et les comparer aux résultats de 2002.

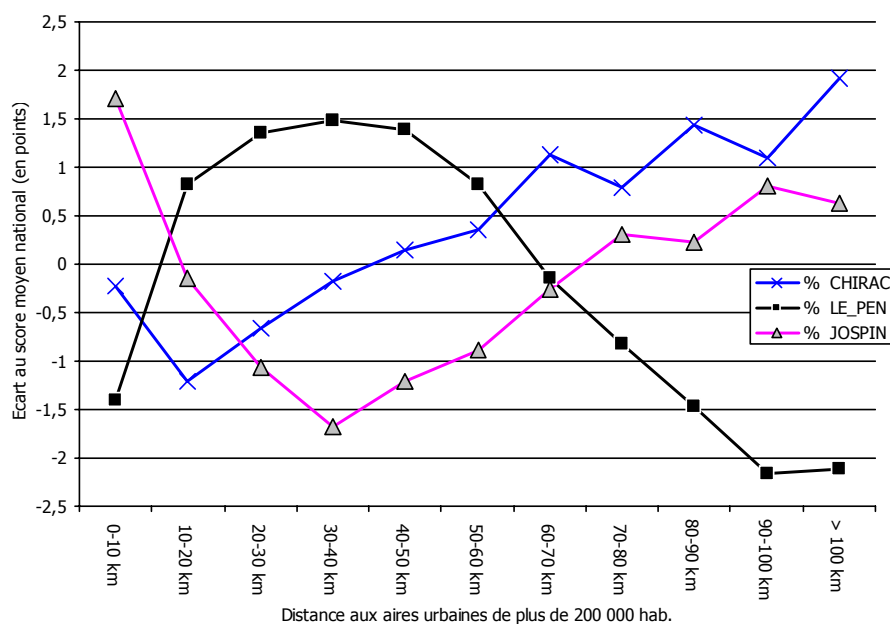
La figure 1 propose pour les trois candidats principaux de l'élection présidentielle de 2002, les variations de leurs scores (écart à la moyenne nationale) pour chacune des auréoles de distances. Si l'on peut objecter un effet lié aux catégories professionnelles ou au niveau d'éducation qui connaissent aussi de très fortes variations selon ce critère spatial², nous

¹ Un tel SIG à l'échelle de la France par commune et par canton a été développé par les laboratoires MTG et GEOSYSCOM des universités de Rouen et de Caen (UMR CNRS IDEES 6063).

² Hervé Lebras rappela ainsi dans son dernier ouvrage controversé « *Une autre France* » (Odile Jacob, 2002) que les ouvriers étaient aujourd'hui plus nombreux dans les « campagnes » que dans les grandes agglomérations.

avons montré que cet effet strict (ou résiduel) de la distance était extrêmement significatif³. On peut donc l'envisager comme une composante véritablement structurelle du vote. Ainsi, aux présidentielles de 2002, on remarque que Jean-Marie Le Pen obtient en ville (moins de 10 km) un score plus faible que sa moyenne nationale et nettement en dessous de ceux de Chirac et Jospin. Il remonte vivement dès la périphérie immédiate. Le maximum est atteint entre 20 et 50 km avant de diminuer et passer très en dessous de sa valeur nationale.

Figure 1 – 2002 : Les votes Chirac, Le Pen et Jospin (1er tour)



Ce clivage urbain/périurbain/rural oppose essentiellement Le Pen à Jospin et, à un degré moindre, Le Pen à Chirac. La différence majeure entre ces deux premiers candidats s'effectue en milieu périurbain, zone où s'est joué le résultat du premier tour de l'élection présidentielle⁴.

II- Les régionales de 2004 : une confirmation du retournement géographique

Cette importance du périurbain dans les résultats de Jean-Marie Le Pen se manifeste encore au second tour où il obtient toujours ses plus forts scores entre 20 et 50 km. Par rapport au premier tour, une diminution toute relative en proximité des villes s'est produite alors que son score augmentait en milieu périurbain et rural.

1- Une diffusion dans de nombreux territoires

Les régionales de 2004 ont confirmé et accentué le phénomène de progression vers la périphérie des villes dans un contexte de « nationalisation » du vote et de son

³ Cf. Loïc Ravenel, Pascal Buléon et Jérôme Fourquet « *Vote et gradient d'urbanité : les nouveaux territoires des élections présidentielles de 2002* ». in Revue EPS 20003-3. p469-482.

⁴ Quand on compare les scores en valeur absolue, Lionel Jospin arrive largement en tête à moins de 10 km du centre avec plus de 120 000 voix d'avance. Mais dès la deuxième auréole, Le Pen gagne des voix. Entre 10 et 60 km, le candidat du FN obtient près de 500 000 voix de plus que le candidat socialiste, écart qui traduit à la fois un bon résultat pour Le Pen et un mauvais pour Jospin.

développement dans les territoires jusqu'à présent peu réceptifs de l'ouest et du sud-ouest. On a assisté en effet à une diffusion et une progression en zone rurale dans la Manche, l'Orne, l'Ille et Vilaine, le Maine et Loire par exemple, mais aussi dans les Côtes d'Armor et la Loire Atlantique, notamment dans les cantons excentrés et périphériques. Ceci est tout à fait nouveau. Jusqu'à la fin des années 90, le vote Front National était systématiquement plus faible à l'ouest d'une ligne Le Havre, Valence, Perpignan. A l'époque, bien que demeurant toujours en retrait de la moyenne nationale, son score progressait légèrement dans cette partie ouest. Aux marges lointaines du Bassin Parisien, dans l'est du Calvados, de l'Orne et de la Sarthe, il avait progressé par tâches à la fin des années 90.

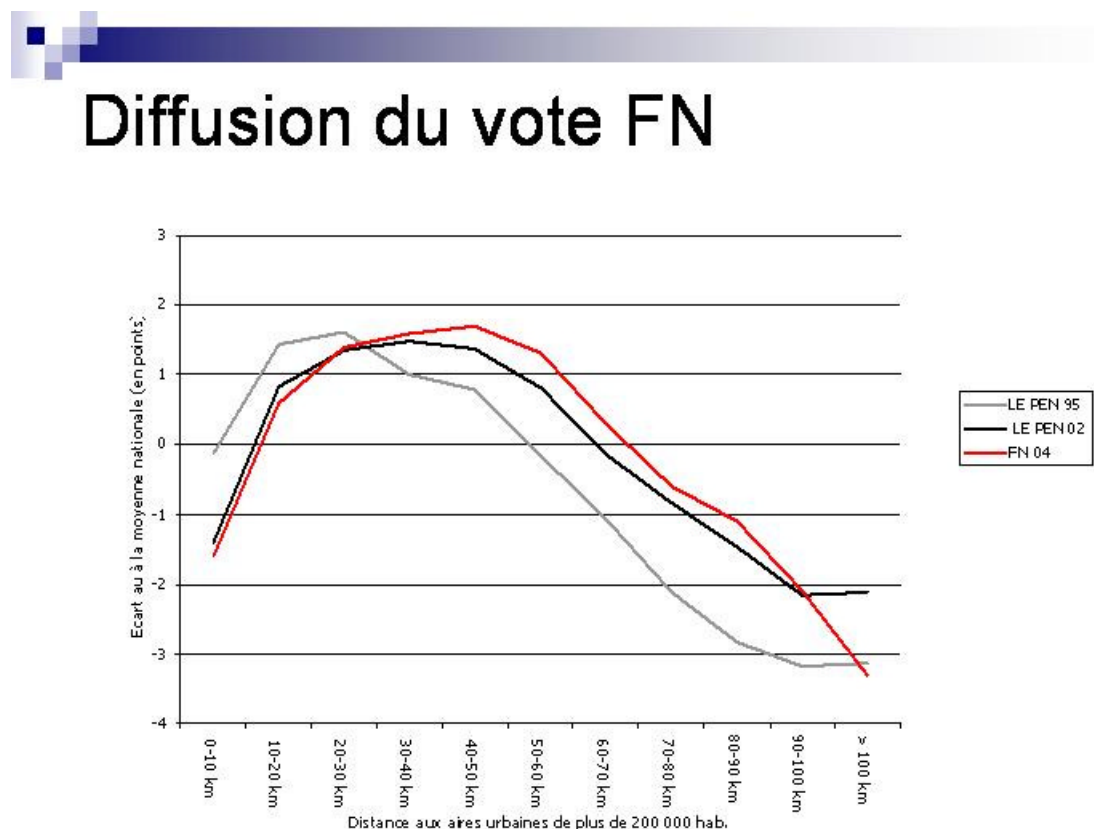
En 2002, le retournement géographique s'est effectué : c'est dans les zones rurales, y compris dans la moitié ouest de la France que sa progression s'est affirmée. En 2004 même si le niveau du vote FN est en deçà de 2002, la structure et le processus sont semblables. Par rapport aux régionales de 1998, le vote Le Pen progresse ainsi dans l'Orne, la Loire-Atlantique, les Côtes d'Armor, l'Ille et Vilaine, l'Ardèche, la Haute-Garonne, la Nièvre, la Saône et Loire, le Limousin, soient autant de zones où le Front national n'avait guère percé jusqu'à présent. Dans la plupart de ces départements, la progression est de plus limitée ou nulle dans le chef lieu mais prend de l'ampleur au fur et à mesure que l'on gagne les marges du département. Le clivage urbain/périurbain/rural déjà repéré lors de la présidentielle réapparaît de nouveau. La diffusion se poursuit également dans la grande couronne francilienne élargie avec des scores à la hausse dans la Sarthe, l'Orne, le Loir-et-Cher, l'Aube, l'Aisne.

Cette progression dans les terres jusqu'alors réfractaires se combine avec un renforcement dans certaines zones de force de l'extrême-droite : Alsace, Vosges, Aube, Vaucluse, Alpes-Maritimes et dans des régions de progressions plus récentes, le Nord et la Picardie par exemple. Au total, le niveau d'ensemble est considérable et tend à couvrir avec des taux élevés des zones qui lui étaient plus réfractaires jusqu'alors.

2- Les logiques spatiales de la dynamique du vote Le Pen

Il est particulièrement révélateur de mettre en parallèle la dynamique du vote Le Pen selon la distance aux grandes agglomérations pour les élections de 2004, 2002 et 1995 (fig. 2). La superposition des trois courbes indique clairement une translation du point haut vers la périphérie urbaine.

Figure 2 - La dynamique du vote Le Pen selon le gradient d'urbanité (1995-2004)



En 1995, ce n'est déjà plus dans les agglomérations que Le Pen obtient ses meilleurs scores, mais dans une couronne urbaine entre 15 et 30 km. Au niveau national, il ne perd pas ses positions en 2002, tout au contraire, mais son point haut se déplace un peu plus loin des villes : entre 30 et 50 km alors que l'assise urbaine se fragilise. Cela s'accroît encore en 2004⁵ avec un plateau élevé entre 30 et 60 km. Ce déplacement du point de plus fort vote correspond à plusieurs mouvements simultanés. Son niveau d'ensemble s'est maintenu ou a progressé ; ses points forts précédents ont rarement régressé ; il progresse dans les périphéries urbaines, où par effet de milieu, il gagne des points dans toutes les couches sociales et spectaculairement dans certaines tranches d'âge. S'il progresse plus là qu'ailleurs (en n'oubliant pas qu'il a progressé presque partout), ce n'est pas la simple localisation d'opinions attachées à des couches sociales, c'est l'interaction entre ces couches sociales, les schémas idéologiques que fait émerger le milieu périurbain, et la situation politique qui ont joué.

III- Les ingrédients de la progression de l'extrême-droite dans le grand péri-urbain

Le retournement géographique du vote Le Pen est non seulement l'expression de la montée en niveau de son score mais aussi de la pénétration d'autres couches sociales, d'autres milieux, d'autres sociétés locales⁶. Nous ne reviendrons pas ici sur les facteurs généraux et

⁵ Soit deux ans après seulement la présidentielle

⁶ Voir par exemple à ce propos le livre intéressant de Christian Duplan « *Mon village à l'heure Le Pen* ». Le Seuil 2003.

nationaux favorisant le vote Le Pen, éléments déjà mis à jour par Pascal Perrineau et Nonna Mayer mais nous essaierons de mettre en valeur les déterminants spécifiques ayant pu jouer dans ces territoires.

1- Une diffusion se nourrissant de différentes crises

Le milieu paysan n'a pas été épargné par ce mouvement, bien au contraire. D'après les différentes enquêtes post-électorales et sorties des urnes, le vote d'extrême-droite entre 1995 et 2002 aurait doublé parmi les agriculteurs en passant de 12 ou 13 % à 24 ou 25 %. Cette forte poussée dans une profession, jusqu'ici assez peu sensible aux sirènes du FN, n'explique pas à elle seule la progression observée en milieu rural et péri-urbain. Cependant, elle est très révélatrice des reclassements électoraux qui se sont opérés dans les campagnes.

Nous prendrons comme exemple le cas de certains cantons du Morvan dans la Nièvre, du Centre-Bretagne (Morbihan et Côtes-d'Armor) ou bien encore de l'Aubrac (Aveyron, Cantal) où le vote FN a parfois doublé, ou du moins fortement augmenté entre 1995 et 2002, comme l'indique le tableau 1.

Tableau 1 - Evolution des résultats de l'extrême-droite dans des cantons du Morvan, du Centre-Bretagne (Morbihan et Côtes d'Armor) et de l'Aubrac

Cantons	Résultats 1995	Résultats 2002	Evolution
Morvan †			
Moulins-Engilbert	7,6 %	14,8 %	+ 7,2
Luzy	8,7 %	15,2 %	+ 6,5
Fours	10,1 %	17,1 %	+ 7
Lormes	10,9 %	19,8 %	+ 8,9
Montsauche	13,6 %	21,5 %	+ 7,9
Centre-Bretagne †			
Plouguenast	6,9 %	12,6 %	+ 5,7
Boubriac	7,5 %	13,1 %	+ 5,6
Ploeuc-sur-Lié	8,4 %	14 %	+ 5,6
La Trinité-Porhoët	10,5 %	17,1 %	+ 6,6
Josselin	12,7 %	17 %	+ 4,3
Rohan	13,6 %	17,9 %	+ 4,3
Aubrac			
Saint-Chély d'Aubrac	5,4 %	13,3 %	+ 7,9
Pierrefort	7,6 %	15,1 %	+ 7,5
Vic-sur-Cère	8,8 %	15,8 %	+ 7
Sainte-Geneviève sur Argence	8,8 %	18,7 %	+ 9,1
Mur-de-Baretz	9,2 %	17,4 %	+ 8,6
Laguiolle	9,6 %	17,7 %	+ 8,1

Cette dimension tout terrain de la progression s'explique sans doute, par le fait que le FN a pu constituer un recours électoral crédible pour de nombreux ruraux touchés par les

difficultés du monde agricole et le secteur agro-alimentaire qui en dépend, dans différentes filières et territoires. On retrouve en effet, à l'analyse des résultats électoraux, la trace de certaines de ces crises et difficultés sectorielles. Ainsi, peut-on avancer l'hypothèse que la crise de la filière bovine⁷ pourrait en partie expliquer la multiplication des suffrages s'étant portés sur Jean-Marie Le Pen dans des régions d'élevage comme l'Aubrac ou le Morvan ou bien encore le Perche par exemple.

Le cas du Centre-Bretagne renvoie quant à lui pour partie à la crise du modèle agricole breton, dont on avait longtemps vanté les mérites, mais qui connaît aujourd'hui des déboires au plan économique et environnemental⁸. Ce cas est intéressant car il permet de montrer que les crises du secteur agricole affectent directement le monde paysan mais également une part beaucoup plus importante de la population locale en lien ou en appui des activités agricoles (abattoirs, coopératives, usines de transformation, marchands de matériels et de produits agricoles) si bien que les répercussions au plan électoral sont souvent significatives et ne peuvent être assimilées au seul vote agricole.

2-La dialectique mobilité/immobilité en milieu urbain

Une large part des périurbains n'a pas fait un choix d'isolement ni de rejet des autres, mais une succession de choix directs ou par défaut, dans lesquels le facteur financier a arbitré constamment. Parce que la ville est aussi coexistence de contraires, et pas seulement urbanité positive et brassage, pas seulement centralités et culture, mais aussi hyper-concentration, coûts importants, bruit, fatigue, pollution, des centaines de milliers de Français⁹ ont à un moment de leur vie choisi d'aller s'installer dans des pavillons récents en accession à la propriété où ils élèvent leurs enfants, dans un budget correspondant à leurs revenus, et à distance gérable des lieux de travail et de formation. Ceci n'est pas synonyme en soi de rejet de ses semblables, encore moins de vote FN. Pour que celui-ci prospère, il faut d'autres choses.

La dialectique mobilité/immobilité joue un rôle très fort dans cette expression idéologique et politique du périurbain. L'intégration complète dans les modes de vie des déplacements de plus en plus longs pour le domicile-travail fait que la fréquentation, dans une aire urbaine, des mêmes lieux (gares, transports en commun, centres commerciaux, centres-villes) met en contact massif des populations différentes. Justement, les conditions massives, l'anonymat, les difficultés matérielles font que les différences s'exacerbent de façon négative et conduisent à des situations de rejet. C'est là que l'urbanisation, son gigantisme et son étalement lointain tuent l'urbanité. C'est dans ce terreau social, qui s'exprime dans une distance métrique, que l'expression idéologique de thèmes exploités par l'extrême-droite peut prospérer et le vote FN se développer si l'espace politique lui est laissé par les autres forces¹⁰. La plus grande mobilité permanente dans les aires urbaines génère ces contacts où

⁷ consécutive à l'épisode de la vache folle

⁸ Dans le même ordre d'idée, les difficultés auxquelles sont confrontées le vignoble languedocien ne sont pas pour rien dans la forte poussée frontiste enregistrée dans ces territoires en 2002. Un article du *Monde* du 18/04/2003 consacré à l'analyse de la situation politique dans la sixième circonscription de l'Hérault apporte par exemple d'intéressants témoignages en ce sens.

⁹ Ce mouvement est d'importance. Le recensement de 1999 a ainsi montré que les espaces ruraux dans leur ensemble avaient cessé de perdre de la population et avaient vu au contraire une croissance du nombre de leurs habitants

¹⁰ On signalera ainsi que la progression du vote FN en 2002 dans certaines zones rurales ou péri-urbaines a été facilitée par le délitement des systèmes de pouvoirs locaux et des notabilités traditionnelles de droite (on pense par exemple à l'Ouest intérieur, ou à la Corrèze) ou de gauche (campagnes de Midi-Pyrénées)

les mêmes sont dans le « centre » le jour et dans le périurbain lointain le soir. Dans le même temps, dans ce périurbain lointain, des fractions de populations sont immobiles. Elles ne bougent pas, elles vont peu vers les lieux de centralités. Pour autant, elles ne sont pas enracinées, elles ne sont pas, pas encore, ou plus intégrées dans un tissu social avec ses relations et sa convivialité. Elles sont non-mobiles. Ce ne sont pas elles non plus qui participent aux nombreuses activités associatives qui existent dans les communes périurbaines. Cette non-mobilité les met aux marges du mouvement des autres. Elles le vivent comme une relégation¹¹, accentuée par l'omniprésente télévision qui leur donne à voir ce à quoi elles n'ont pas accès et ce qu'elles peuvent craindre de la ville et du monde. La relégation est autant matérielle que sociale. Distance métrique et distance sociale et culturelle se rejoignent.

La distance à la grande ville a, en 2002 comme en 2004, fortement structuré la progression du vote FN. Elle devient à la fois une distance sociale et sociétale aux centralités et à l'urbanité. Sociale parce que des couches principalement populaires se sentent reléguées dans des « confins froids ». Sociétale, parce qu'à couche sociale équivalente, les conditions de vie, les dispositions et les choix idéologiques, entraînent une partie des habitants du périurbain vers la rancœur, le désabusement et le rejet du « système ». Dans le contexte politique de l'élection présidentielle, cela crée le meilleur terreau pour le vote Le Pen.

3- Une société péri-urbaine et rurale relativement désarmée pour affronter la mondialisation et la modernité

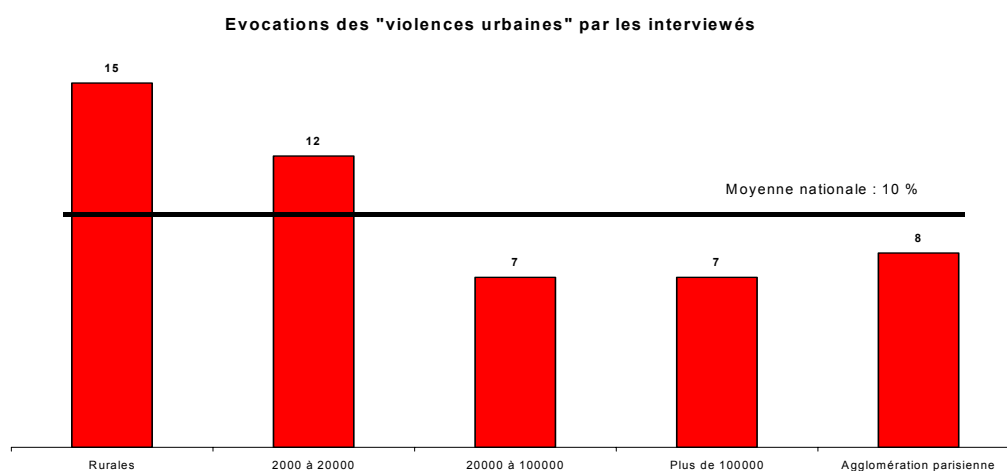
Il est nécessaire de rappeler ici, le rôle et l'influence que peuvent avoir les médias dans la structuration des opinions et dans la genèse de réactions à certains événements, car les ruraux et les habitants du grand péri-urbain se distinguent par une confiance en certains médias plus répandue que le reste de la population. Si en effet TF1, était début 2003, le média dans lequel le plus de Français avaient confiance (46 %), cette confiance atteignait 55 % en zone rurale contre 42 % dans les grandes villes¹². De la même façon, la presse quotidienne régionale (39 % contre 36 % en moyenne nationale) et France-3 (27 % contre 21 %) bénéficient d'une meilleure cote de confiance auprès des ruraux. Ces derniers privilégient nettement les médias qui accordent une large place au local et/ou au fait divers et mais qui apportent moins d'éclairages sur l'actualité internationale et l'ouverture sur le monde. Dans ce contexte, on peut comprendre que certains événements déjà parfois assez préoccupants, comme la montée de l'insécurité par exemple, soit encore plus dramatiquement ressentis en milieu rural et péri-urbain sous l'effet de caisse de résonance produit par certains médias. De même, on peut alors mieux appréhender les différences de perceptions existant entre ruraux et urbains sur certains sujets de société.

¹¹ Ce phénomène n'est pas sans rappeler ce que Gilles Delbos avait montré concernant l'impact du sentiment d'isolement, défini comme « un état dans lequel une population ou une zone sont tenues à l'écart, par un ensemble de facteurs cumulatifs, des réseaux de communication ou de pouvoir, et dans lequel elles ne bénéficient pas de capitaux dont leur environnement dispose » sur le comportement électoral des campagnes nord-aveyronnaises lors du référendum de Maastricht. Cf: « De l'isolement comme déterminant du « non » à Maastricht ». in *RFSP* n°44. Février 1994.

¹² "Les Français et les médias ". Sondage CSA pour *Marianne* réalisé le 4 février 2003 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes. Les habitants de péri-urbain n'étant pas isolés en tant que tels dans les critères de tris traditionnels des instituts, nous travaillerons pour ce qui est de l'analyse des données d'enquête en ciblant les habitants des communes rurales et des agglomérations de 2 à 20 000 habitants qui correspondent pour une bonne part à la population du grand péri-urbain (distance de 30 à 60 kms des centres des principales agglomérations).

4-L'insécurité en zone rurale et péri-urbaines: fantasmes et réalités

Si l'augmentation de la délinquance dans le grand péri-urbain dans les mois qui ont précédé la présidentielle est un fait objectif (en témoignent les statistiques officielles concernant la « zone gendarmerie »), le sentiment d'insécurité dans ces territoires s'est également nourri subjectivement et à distance de l'écho médiatique que peuvent générer certaines formes de délinquance. Ceci se vérifie notamment en ce qui concerne "les violences urbaines" dont les répercussions symboliques les plus fortes s'enregistrent non pas dans les villes mais dans les zones rurales, pourtant objectivement à l'abri de ce type de délinquance, comme le montre le graphique ci-dessous¹³. L'évocation de ce genre de violence est en effet plus fréquente en zone rurale qu'en milieu urbain.

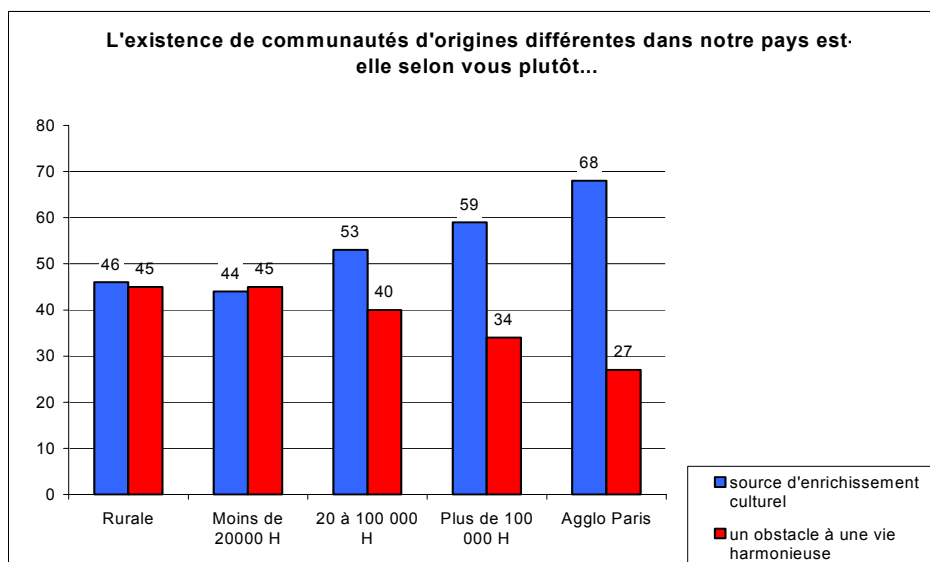


L'évolution du sentiment d'insécurité depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement met également en lumière, de façon assez saisissante, le poids de l'impact médiatique sur l'opinion. On a en effet assisté en quelques mois, et ce dès l'arrivée de la nouvelle majorité, à une baisse spectaculaire du sentiment d'insécurité (mesuré via les enquêtes d'opinion) alors que de l'aveu même du Ministère de l'Intérieur, le recul réel de la délinquance mesurée par ses services était beaucoup plus timide. Mieux, le sentiment d'insécurité a considérablement décliné en « zone gendarmerie » (englobant les communes rurales et les agglomérations de moins de 20 000 habitants) tandis que les statistiques officielles indiquaient que l'accroissement de la criminalité dans ces territoires s'était pourtant poursuivi durant cette période... Assurément, la « fièvre » qui s'était emparée des campagnes et manifestée par une poussée sécuritaire renvoyait en fait à bien d'autres problèmes.

¹³ Source : Sondage CSA/ *L'Humanité* réalisé en novembre 2001 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes.

4-Multiculturalisme et immigration : quand le rural et le péri-urbain font "France à part".

L'acceptation d'une société multiculturelle est loin d'être partagée sur l'ensemble du territoire. Comme le montre le graphique ci-dessous¹⁴, plus on s'élève dans la hiérarchie urbaine et plus le multiculturalisme est perçu positivement. A l'inverse, c'est dans les communes rurales, là où pourtant le poids des communautés étrangères est le plus faible que l'on est le plus hostile à ce modèle de société.

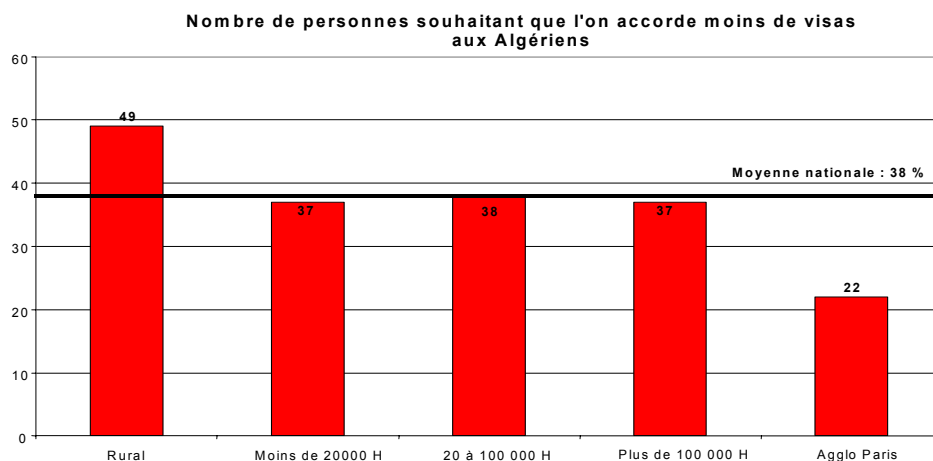


Soulignons tout de suite que le monde rural et les habitants des agglomérations de moins de 20 000 habitants, pour l'essentiel situées dans l'espace péri-urbain, demeurent très partagés et sont loin d'être unanimes sur cette question, comme sur d'autres thèmes que nous aborderons par la suite. Pour autant, la spécificité rurale et péri-urbaine est significative puisque l'on passe sur ce sujet d'une proportion de l'ordre de un pour un dans les communes rurales à quasiment deux pour un dans les plus grandes agglomérations (100 000 habitants et plus).

Dans le même ordre d'idées, alors que seuls 38 % des Français, interrogés à l'occasion de la visite de Jacques Chirac en Algérie, souhaitent que l'on réduise le nombre de visas accordés aux Algériens, cette proportion tombait même à 22 % dans l'agglomération parisienne, alors que dans le même temps 49 % des ruraux partageaient cette opinion¹⁵.

¹⁴ Source : Sondage CSA/ *Le Parisien* réalisé en septembre 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes.

¹⁵ "*Les Français et la politique du gouvernement en matière d'immigration*". Sondage CSA pour *Le Parisien* réalisé les 5 et 6 mars 2003 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes.



Là encore, le monde rural et péri-urbain n'a pas entièrement basculé, mais il se distingue nettement du reste de la société sur la question de l'immigration et de l'accueil des étrangers sur notre territoire. L'effet de halo, cher à Pascal Perrineau, joue ici bien évidemment un rôle et l'on a d'ailleurs mesuré dans cette étude que moins la proportion d'étrangers était importante dans la commune de résidence et plus les interviewés souhaitent que l'on diminue le nombre de visas... Ce phénomène sociologique fonctionne bien entendu dans les campagnes et le péri-urbain lointain, où l'on compte les taux de population étrangère les plus faibles, mais il n'explique pas à lui seul les écarts de réponse. Une analyse statistique complémentaire montre en effet que la propension à répondre dans le sens d'une réduction du nombre de visas est davantage corrélée avec le fait d'habiter dans une commune rurale qu'avec le taux d'étrangers résidant dans la commune. L'appartenance au monde rural ressort au total sur cette question parmi les variables les plus discriminantes devant le niveau de diplôme ou la CSP, soulignant ici au passage, l'importance et la réalité sociologique et culturel du "fait rural et péri-urbain"¹⁶.

Conclusion

Le périurbain : un lieu aux restructurations et réagencements particulièrement intenses

L'effet de milieu et de contexte conjugué à la distance aux villes font qu'une fraction de la société *dans le contexte politique toujours déterminant*, est emportée par le vote Le Pen.

Cette zone de progression, cette relation à la distance aux villes comme facteur structurant du vote s'explique fondamentalement parce que c'est dans ce périurbain et ce rural que les ré-agencements de tous ordres de notre société sont très forts et que le désarroi idéologique qui les accompagne le plus généralisé.

¹⁶ Ainsi l'homogénéisation des comportements mesurée par différentes enquêtes de l'INSEE, la mobilité accrue des ruraux et le désenclavement qui font que désormais 80 % des Français résident à moins de 20 minutes des centres commerciaux et autres services essentiels (cf « *La révolution de la proximité. La France à 20 minutes* ». de Jean-Marc Benoît, Philippe Benoît et Daniel Pucci. Editions Belin 2002), ne se sont pas complètement traduits dans les têtes...

Les mesures que nous avons effectuées sur les élections de 1995, 2002 et 2004 montrent bien que le vote Le Pen croît fortement en s'éloignant des villes. Ces auréoles qui s'étendent de 20 à 60 kilomètres des villes concentrent une série de caractéristiques qui dans un contexte politique particulier a conduit à cette situation.

1 – Une exposition aux risques économiques et la concentration de fragilités sociales

a) Le milieu péri-urbain et rural connaît de forts ébranlements économiques et sociaux

Les activités agricoles ont continué ces dernières années de connaître des chocs importants. Les à-coups des marchés de nombreuses productions végétales et animales, les rapports de forces très durs entre les producteurs et les circuits d'achats et de distribution, ont sur le plan économique mis nombre d'agriculteurs en situation très difficile. Deux autres faisceaux de fait ont contribué à ébranler profondément le milieu. La remise en cause du modèle productiviste qui a façonné dans les dernières décennies les professions agricoles françaises, la perspective de modifications profondes de la PAC sans que les voies individuelles et collectives d'un modèle de développement durable n'apparaissent très claires, désorientent fortement sur le plan idéologique le milieu agricole. Cette désorientation idéologique s'est doublée de difficultés affectives et psychologiques quand le traitement grossier et hâtif de l'épidémie de « vache folle » puis de fièvre aphteuse se sont traduites par l'abattage massif des bêtes pour lesquelles de nombreux agriculteurs n'avaient pas seulement investi de l'argent.

Dans cette situation, tant les organisations professionnelles classiques que les partis de droite traditionnels n'ont pas trouvé de réponses aussi majoritairement comprises par leurs électeurs qu'auparavant. Les difficultés matérielles, le désarroi, la désorientation idéologique ont entraîné vers le vote Le Pen une partie significative d'une population qui jusqu'alors n'y était pas allée.

Dans ce rural et périurbain, le milieu d'activité strictement agricole n'est plus depuis assez longtemps majoritaire, chacun le sait, toute une population ouvrière dans des PME/PMI de différents secteurs y vit et y travaille. L'industrie agroalimentaire y est largement représentée, mais également des activités très diverses. Toutes sans exception ont été profondément touchées à répétition par des restructurations. Ces restructurations ne sont pas le propre de ce lointain périurbain, mais à la différence des villes, il y est beaucoup plus difficile d'y retrouver un travail, le marché du travail y est beaucoup plus étroit. Pour une ouvrière d'une petite usine textile ou un ouvrier d'une entreprise agroalimentaire ou mécanique, les possibilités sont restreintes. Echapper au chômage est alors difficile, cela se fait parfois au prix de déplacements quotidiens lointains car le logement au moins, retient sur place. Les difficultés familiales s'en trouvent multipliées. Dans une part de cette population - il s'agit toujours d'une part même si elle est d'importance – les arguments de l'extrême-droite font recette¹⁷.

b) Une péri-urbanisation toujours croissante et impulsée par le coût du logement

La péri-urbanisation n'a cessé de croître dans la dernière décennie. La raison la plus communément partagée par ces nouveaux habitants est l'accès à la propriété à un coût possible pour eux. Il peut s'agir de niveaux de revenus et de créneaux de prix immobiliers et financiers différents, il n'en demeure pas moins que leur critère commun est celui de l'accès possible à des individus et ménages à un moment donné. Nombre d'entre eux sont des ouvriers et employés qui accèdent ainsi à la propriété de leur logement. Eux aussi sont fortement touchés dans cette période par des restructurations économiques, ils l'ont parfois déjà été dans leur carrière. La répétition accentue la difficulté. L'ébranlement des

¹⁷ Ainsi par exemple à Harnes dans le Pas-de-Calais où est située l'usine Norauxo, qui a été fermée suite à des cas de légionellose, le vote FN a progressé de plus de 10 points entre 1998 et 2004 pour atteindre plus de 30 %.

encadrements et des repères idéologiques par les partis de Gauche et de Droite comme par les syndicats est très fort, on revient là aux déterminants politiques fondamentaux. Ces différentes fragilisations et angoisses sociales s'entrechoquent, se répondent et entrent en résonance. Le discours attrape-tout du Front National gagne alors en influence.

2 – Un péri-urbain où les nouvelles identités collectives locales ne sont pas stabilisées

L'arrivée de vagues successives de nouveaux habitants, par lotissements ou par créations et reprises de parcelles individuelles introduit bien sûr des modifications dans les sociétés locales. Ces situations ne sont pas vraiment nouvelles en elles-mêmes, les péri-urbanisations de premières couronnes d'il y a vingt ans ont déjà généré des situations similaires où les ajustements entre « nouveaux » et « anciens » habitants suscitent frictions, ajustements qui se prolongent sur le terrain électoral. La caractéristique du moment est que cela survient sur un fond de recul et d'affaiblissement de « l'ancien rural agricole », de restructurations économiques du tissu industriel plus récent et dans un contexte politique qui permet l'émergence puis la progression d'un vote protestataire de la tonalité du Front National.

Toujours un enjeu difficile, la cohabitation de groupes d'origines sociales et culturelles différentes devient plus difficile encore et surtout trouve un exutoire déformé dans un vote FN. Ainsi les populations vivant antérieurement sur place, mais aussi celles arrivées il y a 15 ans ou 20 ans lors d'une première vague de péri-urbanisation dans un contexte où l'éloignement a pu être plus un choix de vie, perçoivent mal de nouveaux habitants, issus quelquefois de très grands ensembles urbains, dont les façons de vivre les indisposent. Cela peut être des purs préjugés, cela peut être aussi de réelles incivilités ou petite délinquance. La progression de cette petite délinquance en zone rurale a été dans la dernière décennie une des modifications du quotidien les plus mal supportées par beaucoup d'habitants. C'est ici que le sentiment d'insécurité diffus, celui constamment amplifié et finalement créé par les médias prend racine dans le quotidien. Nous l'avons souligné pour le vote de la Présidentielle de 2002 où il a joué un rôle additionnel considérable¹⁸.

Dans ce périurbain, ce n'est ni l'atonie ni l'anomie. Il y a en même temps une activité associative très vivace, beaucoup d'enquêtes de terrain le montrent, mais la construction d'une identité et d'une appartenance collective est en cause et en devenir. Tout réajustement de populations comporte des reconstructions d'identités collectives faites d'actes collectifs qui homogénéisent et de conflits qui opposent différentes composantes de la population. Le large périurbain est une des parties des territoires français où se concentrent beaucoup des réajustements de notre société. L'urbain plus concentré, avec des événements plus massifs et spectaculaires a longtemps retenu seul l'attention et éclipsé ces restructurations plus diffuses mais tout aussi profondes de l'ensemble du corps social. Le vote FN en est une des expressions dans le contexte politique des années 2000.

¹⁸ Pascal Buléon et Jérôme Fourquet : « *Vote Front national 1984-2002, géographies et interprétations successives : une équation politique* ». in Revue EPS 2003-3 p453-467.